

## La baisse du chômage se poursuit en 2007

Etienne Debauche\*

Le marché du travail a connu une nette amélioration au cours des trois dernières années. Le chômage, qui était resté stable en 2005 autour de 9 % de la population active, a entamé début 2006 une décrue régulière, atteignant 7,5 % en moyenne au dernier trimestre de 2007<sup>1</sup>. Cette baisse du chômage a été permise par l'accélération de l'emploi, tout particulièrement en 2007, dans un contexte où la population active continuait de croître sensiblement mais à un rythme de moins en moins soutenu.

Fin 2007, 358 000 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie française, soit un rythme de création supérieur à celui de 2006 et de 2005. La reprise commencée en 2004, avec 107 000 emplois créés, est donc encore confirmée en 2007. Cette nouvelle accélération de l'emploi est principalement portée par l'emploi salarié des secteurs marchands (figure 1), l'emploi dans les secteurs non marchands progressant à un rythme moins soutenu qu'en 2006.

### 1. L'emploi salarié selon le secteur d'activité

en milliers, données brutes en fin d'année

Secteur d'activité	Variations annuelles d'emploi					Niveau d'emploi au 31/12/2007
	2003	2004	2005	2006	2007	
<b>Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles<sup>1</sup></b>	<b>- 52</b>	<b>+ 31</b>	<b>+ 100</b>	<b>+ 184</b>	<b>+ 290</b>	<b>15 949</b>
Industrie	- 102	- 91	- 87	- 59	- 46	3 669
dont : <i>industrie manufacturière</i>	- 97	- 82	- 78	- 49	- 37	2 887
Construction	+ 13	+ 25	+ 48	+ 65	+ 61	1 474
Tertiaire concurrentiel	+ 37	+ 97	+ 140	+ 178	+ 275	10 807
dont : <i>commerce</i>	+ 19	+ 4	+ 12	+ 17	+ 48	3 092
<i>services marchands<sup>2</sup></i>	+ 17	+ 81	+ 115	+ 145	+ 166	5 566
<b>Emploi salarié tertiaire essentiellement non marchand<sup>3</sup></b>	<b>+ 12</b>	<b>+ 37</b>	<b>+ 64</b>	<b>+ 92</b>	<b>+ 52</b>	<b>7 018</b>
dont : <i>tertiaire non marchand privé<sup>4</sup></i>	+ 26	+ 39	+ 29	+ 41	+ 42	2 078
<b>Emploi salarié agricole</b>	<b>+ 5</b>	<b>+ 2</b>	<b>- 6</b>	<b>+ 2</b>	<b>0</b>	<b>339</b>
<b>Emploi salarié total</b>	<b>- 34</b>	<b>+ 70</b>	<b>+ 158</b>	<b>+ 275</b>	<b>+ 342</b>	<b>23 306</b>

1. Secteurs essentiellement marchands : ensemble hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

2. Services aux entreprises et aux particuliers.

3. Y compris contrats aidés.

4. Données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi.

### Des créations d'emploi portées par la croissance

Le dynamisme de l'emploi en 2007 est porté à la fois par la croissance (qui s'est maintenue à son niveau de 2006), et par les créations d'emploi dans des secteurs à plus faible valeur ajoutée. Avec 275 000 emplois créés en 2007, le tertiaire reste le principal contributeur à la création d'emploi. Les créations d'emploi sont tirées essentiellement par les services

\* Etienne Debauche appartient au Département de l'emploi et des revenus d'activité de l'Insee.

1. Dans tout ce chapitre, les données portent sur la France métropolitaine.

marchands, incluant l'intérim, très dynamique au début 2007. Le secteur de la construction connaît un rythme de croissance aussi soutenu qu'en 2006, avec une progression de 4,3 % (+ 61 000 emplois). Enfin, les réductions d'emplois se poursuivent dans l'industrie, à un rythme cependant moins soutenu que par le passé. L'industrie perd ainsi 46 000 emplois en 2007 alors qu'elle en avait perdu 59 000 en 2006, et 87 000 en 2005.

Les secteurs non marchands créent quant à eux 52 000 emplois en 2007, malgré la baisse du nombre de contrats aidés non marchands (- 41 000 emplois en 2007). Les entrées pourtant dynamiques dans les dispositifs instaurés par le plan de cohésion sociale (PCS) mi-2005 n'ont pas suffi à compenser les fins de contrats aidés, instaurés par le PCS ou antérieurs à celui-ci. L'emploi privé du secteur non marchand (aidé et non aidé), principalement composé d'associations, reste quant à lui dynamique avec 42 000 emplois créés, soit un résultat comparable à celui de 2006 (+ 41 000 emplois).

## Les formes particulières d'emploi continuent leur progression

En moyenne en 2007, l'emploi non-salarié représente un peu plus de 10 % de l'emploi total en France métropolitaine (*figure 2*). Il est deux fois plus fréquent chez les hommes que chez les femmes. Par ailleurs, le non-salariat augmente avec l'âge : moins de 2 % des moins de 25 ans occupent un emploi non-salarié, contre plus de 16 % des plus de 50 ans.

### 2. Structure de l'emploi de 2003 à 2007

	en moyenne annuelle, en %				
	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Statut</b>					
Non-salariés	11,4	10,7	10,9	11,2	10,8
Salariés	88,6	89,3	89,1	88,8	89,2
Intérimaires	1,8	1,9	2,1	2,2	2,1
Apprentis	1,0	1,2	1,3	1,3	1,4
Contrats à durée déterminée (CDD)	8,2	8,0	8,2	8,2	8,4
Contrats à durée indéterminée (CDI)	77,6	78,2	77,6	77,1	77,2
<b>Conditions d'emploi</b>					
Temps complet	83,4	83,3	82,9	82,8	82,8
Temps partiel	16,6	16,7	17,1	17,2	17,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi de 2003 à 2007.

En 2007, 11,9 % des emplois sont des emplois temporaires (CDD, apprentissage, intérim), contre 11,7 % en 2006. Le nombre d'emplois temporaires est en augmentation régulière depuis 2003. Cette hausse concerne l'ensemble des emplois temporaires mais est particulièrement marquée pour les contrats à durée déterminée (CDD), dont le nombre augmente de 4,4 % entre 2006 et 2007.

La part des personnes travaillant à temps partiel dans l'ensemble des actifs occupés est stable à 17,2 % en 2007 comme en 2006, après une légère augmentation en 2005. Le temps partiel reste largement féminin puisqu'il ne concerne qu'un peu moins de 6 % des hommes ayant un emploi, contre 30 % des femmes en emploi. Au total, 82 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

En moyenne, en 2007, parmi l'ensemble des personnes ayant un emploi, 5,5 % sont en situation de sous-emploi, c'est-à-dire qu'elles ont involontairement travaillé moins qu'elles

### Encadré 1

#### L'estimation de l'emploi : différentes sources statistiques pour différents usages

L'Insee publie des estimations d'emploi total en nombre de personnes. La couverture du champ total permet d'avoir une vision globale de la situation de l'emploi en France. L'estimation en nombre de personnes, plutôt qu'en nombre de « postes de travail »\*, est nécessaire pour une analyse du marché du travail fondée sur la situation des individus : le nombre de personnes en emploi peut ainsi être comparé au nombre de personnes au chômage.

Néanmoins, aucune source statistique ne rassemble toutes les conditions idéalement souhaitables pour l'élaboration des estimations d'emploi : couvrir l'intégralité du champ de l'emploi, être disponible rapidement, se décliner au niveau local aussi bien qu'au niveau national, etc. Le dispositif de suivi de l'emploi de l'Insee combine donc plusieurs sources d'information statistique.

#### Le dispositif de suivi de l'emploi de l'Insee

Le suivi conjoncturel de l'emploi, à une fréquence infra-annuelle, est donc effectué par l'Insee par des **estimations d'emploi** utilisant plusieurs sources. Les évolutions mensuelles et trimestrielles de l'emploi sont calculées grâce à diverses données issues d'enquêtes ou de sources administratives : fichiers des Urssaf, de l'Unédic, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav). Les estimations d'emploi fournissent de plus, sur une base annuelle, les niveaux d'em-

ploi dans les départements de France métropolitaine et des Dom, ventilés à un niveau fin de secteurs d'activité. Ces estimations sont la référence en matière de niveaux d'emplois ventilés par secteurs d'activité.

L'**enquête Emploi** est une enquête réalisée auprès des personnes vivant dans les logements ordinaires. Chaque trimestre, environ 45 000 logements sont enquêtés en métropole, ce qui représente 70 000 personnes de 15 ans ou plus répondantes à l'enquête. L'enquête Emploi couvre tous les secteurs d'activité. Elle est la référence pour la mesure des concepts « au sens du Bureau International du Travail (BIT) », la ventilation de l'emploi selon diverses dimensions pertinentes (profession, diplôme, condition d'emploi, etc.), les transitions sur le marché du travail, etc.

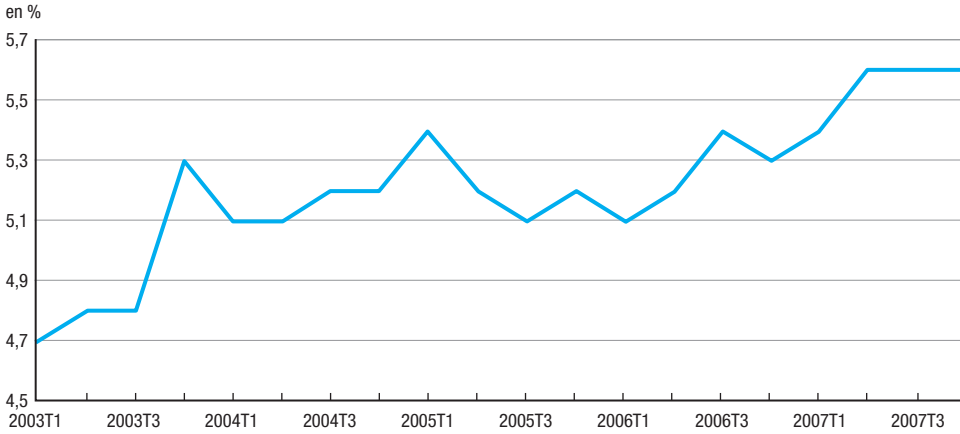
Du fait des limites inhérentes à la méthodologie d'enquête par sondage, l'enquête Emploi ne permet pas d'estimer l'emploi de manière suffisamment précise sur des petits domaines : emploi par département ou emploi dans des petits secteurs, par exemple.

Enfin, l'Insee produit d'autres sources fournissant des informations statistiques sur l'emploi. Ces sources ne sont pas utilisées pour le suivi de l'emploi en tant que tel, mais elles sont exploitées dans des études structurelles d'analyse du marché du travail : **enquêtes annuelles de recensement, sources administratives**, ainsi que certaines autres **enquêtes** de l'Insee.

\* Nombre de personnes en emploi et nombre de postes de travail sont différents du fait de la multiactivité. Une même personne peut occuper plusieurs emplois différents. On peut donc avoir une augmentation du nombre de postes de travail occupés dans l'économie, sans qu'il y ait plus de personnes en emploi, si le nombre de personnes multiactives augmente.

ne l'auraient souhaité (ou qu'elles sont au chômage technique). Au cours des cinq dernières années, la part du sous-emploi dans l'emploi total a connu une première hausse significative à la fin de l'année 2003, passant de 4,7 % en moyenne au premier trimestre à 5,3 % au dernier trimestre (figure 3). Elle s'est ensuite stabilisée entre 2004 et 2005 à 5,2 % en moyenne sur les deux années, avant d'augmenter de nouveau. En moyenne, au dernier trimestre 2007, 5,6 % des personnes ayant un emploi sont en situation de sous-emploi.

### 3. Taux de sous-emploi dans l'emploi total



Note : le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire ou qui cherchent à le faire (ou qui ont trouvé un emploi qui commence plus tard). Sont également incluses les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple, qu'elles travaillent à temps plein ou à temps partiel. Il convient de préciser que cette mesure du sous-emploi n'est plus utilisée par l'Insee depuis le premier trimestre 2008. En effet, l'Insee a modifié sa mesure du sous-emploi pour se rapprocher du concept BIT. D'une part, le souhait d'effectuer un plus grand nombre d'heures est désormais exprimé, comme pour la mesure du chômage au sens du BIT, pour une semaine donnée et non plus à un horizon indéterminé. D'autre part, ne sont plus comptées dans le sous-emploi les personnes à temps partiel souhaitant travailler plus d'heures, recherchant un emploi mais n'étant pas disponibles. Ces changements de méthodologie ont par ailleurs pour effet de réduire le nombre de personnes en sous-emploi.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus ayant un emploi.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

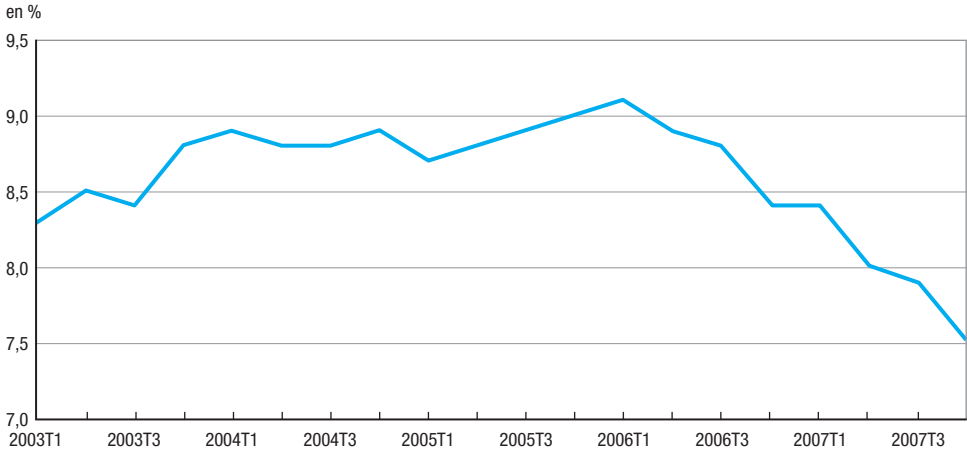
### La baisse du chômage entamée début 2006 se poursuit en 2007

À l'automne 2007, l'Insee a changé sa méthodologie d'estimation du chômage BIT, qui repose désormais uniquement sur l'enquête Emploi trimestrielle. Ces changements correspondent à l'aboutissement des travaux méthodologiques réalisés en 2007 pour surmonter les difficultés statistiques que l'Insee rencontrait à l'époque, et qui rendaient délicat le diagnostic sur les évolutions du marché du travail en France depuis fin 2005 (encadré 2).

Après une période de stabilité en 2005 autour de 9 %, le taux de chômage au sens du BIT, tel qu'il est désormais mesuré en France, a entamé au début de l'année 2006 une décroissance régulière pour atteindre 7,5 % de la population active en moyenne au dernier trimestre de 2007 (figure 4). Cela représente environ 2,1 millions de personnes, soit une baisse de 360 000 personnes depuis le deuxième trimestre de 2006. Cette baisse régulière du chômage en 2007 s'est accompagnée de fortes créations d'emploi et d'une progression de la part des emplois temporaires (voir *supra*), alors que la population active continuait de croître, mais selon un rythme moins soutenu.

La baisse du chômage BIT observée depuis 2006 concerne toutes les catégories de sexe et d'âge (figure 5). Cependant, les jeunes de 15 à 24 ans sont particulièrement concernés, car ils sont plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations conjoncturelles du marché du travail. Ainsi, de la même manière qu'il avait augmenté plus vite que pour les autres classes d'âge lors de la période de hausse du chômage en 2002-2003, le taux de chômage des 15-24 ans a diminué plus rapidement depuis 2006. Il reste néanmoins élevé, s'établissant à 23 % de la population active des 15-24 ans en moyenne au premier trimestre de 2006, et à 18,2 % au quatrième trimestre de 2007, soit environ 480 000 personnes. Il faut ici préciser que la part des inactifs au sein de la population des 15 à 24 ans est très élevée, du fait du grand nombre de jeunes poursuivant leurs études sans travailler, et donc pas encore présents sur le marché du travail. La part des chômeurs dans la population totale (et non dans la population active, comme il est d'usage pour le calcul du taux de chômage) pour cette tranche d'âge est nettement plus faible, atteignant 6,4 % au quatrième trimestre de 2007, soit 0,3 point seulement de plus que pour les personnes ayant entre 25 et 49 ans.

#### 4. Taux de chômage trimestriel au sens du BIT



Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

#### 5. Nombre de chômeurs, taux de chômage et ancienneté du chômage

en moyenne annuelle

	2004	2005	2006	2007
<b>Nombre de chômeurs au sens du BIT (en milliers)</b>	<b>2 412</b>	<b>2 429</b>	<b>2 432</b>	<b>2 215</b>
Hommes	1 160	1 171	1 184	1 094
Femmes	1 252	1 258	1 248	1 121
<b>Taux de chômage au sens du BIT (en %)</b>				
<b>Ensemble</b>	<b>8,9</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,0</b>
Hommes	8,0	8,0	8,1	7,4
Femmes	9,9	9,8	9,6	8,5
15-24 ans	20,4	20,9	22,2	19,3
25-49 ans	8,2	8,2	7,9	7,3
50 ans ou plus	6,0	5,8	6,0	5,4
<b>Personnes au chômage depuis un an ou plus (en % du nombre de chômeurs)</b>				
<b>Ensemble</b>	<b>40,9</b>	<b>41,4</b>	<b>42,2</b>	<b>40,4</b>
15 à 24 ans	23,5	23,2	25,7	24,9
25 à 49 ans	41,5	42,7	43,4	40,4
50 ans ou plus	61,3	61,6	61,1	60,5
<b>Personnes au chômage depuis deux ans ou plus (en % du nombre de chômeurs)</b>	<b>20,0</b>	<b>20,9</b>	<b>21,2</b>	<b>21,5</b>

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Les femmes ont également davantage bénéficié que les hommes de la baisse du chômage observée depuis 2006. Leur taux de chômage est passé de 10,1 % de la population active au premier trimestre de 2006 à 8,0 % au quatrième trimestre de 2007. Fin 2007, plus de 1 million de femmes sont au chômage, soit environ 250 000 personnes de moins qu'au premier trimestre de 2006 (- 19 %). Si le taux de chômage des femmes reste supérieur à celui des hommes, l'écart se réduit de façon tendancielle depuis la fin des années 1980, du fait entre autres de l'accroissement de l'activité féminine. Ainsi, alors que le taux de chômage des femmes était supérieur de 4 points à celui des hommes en 1990, il n'est plus supérieur que de 1,1 point en moyenne en 2007.

La part des chômeurs de longue durée (CLD, chômeurs depuis plus d'un an) dans l'ensemble des chômeurs diminue, passant de 42,2 % en 2006 à 40,4 % en 2007. Moins proches de l'emploi, les CLD n'ont profité qu'avec retard de l'amélioration du marché du travail depuis 2006, qui a d'abord concerné les chômeurs de courte durée, plus proches de l'emploi. La part des personnes au chômage depuis plus de deux ans dans l'ensemble des chômeurs est quant à elle en augmentation, passant de 21,2 % en 2006 à 21,5 % en 2007.

#### Encadré 2

### La méthodologie d'estimation du chômage se rapproche des critères européens

À l'automne 2007, l'Insee a changé la méthodologie d'estimation du chômage qui repose désormais uniquement sur l'enquête Emploi trimestrielle. Ces changements sont l'aboutissement de travaux méthodologiques réalisés en 2007 pour surmonter des difficultés statistiques rencontrées à l'époque, et qui rendaient délicat le diagnostic sur les évolutions du marché du travail en France.

La principale innovation est la réalisation, chaque trimestre, d'une enquête postale sur la non-réponse. Cette dernière est adressée aux personnes dont la réponse n'a pas été recueillie dans l'enquête Emploi (par exemple parce qu'elles étaient impossibles à joindre au moment de la collecte de l'enquête). Les résultats de l'enquête sur la non-réponse sont pris en compte dans le calcul du taux de chômage. L'Insee a également perfectionné ses méthodes de pondération à partir de données démographiques, en particulier au niveau de chacune des régions. Le champ est en outre restreint à la population des ménages ordinaires : la population mesurée par l'enquête Emploi n'inclut pas les personnes vivant en communautés (foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), étant donné leur nombre insuffisant dans l'enquête pour représenter l'ensemble de cette population.

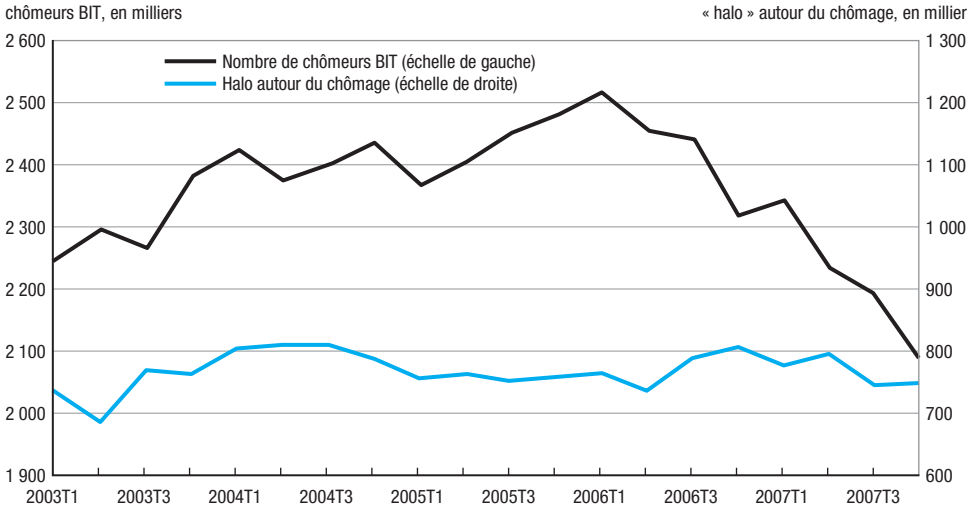
Parallèlement à ces changements méthodologiques, l'Insee a adopté l'interprétation communautaire des critères du BIT, notamment en rendant la définition de la recherche d'emploi plus restrictive. En particulier, le simple renouvellement de l'inscription à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) n'est plus considéré comme une démarche active de recherche d'emploi ; il l'est s'il s'accompagne par exemple d'un contact avec un conseiller du service public de l'emploi au cours du mois précédent l'enquête. Ce rapprochement a été opéré de façon à harmoniser au niveau européen les statistiques du marché du travail, ce qui facilite les comparaisons internationales.

L'ensemble de ces changements, méthodologiques et d'interprétation, a fait baisser le niveau du chômage d'environ 1 point en comparaison à l'ancien taux publié par l'Insee, mais n'a pas affecté les séries en évolution telles qu'elles étaient mesurées par l'enquête Emploi. En particulier, le diagnostic sur les évolutions passées du chômage n'est pas remis en cause avec la nouvelle méthode et permet une meilleure lisibilité des publications nationales et européennes.

### L'enquête Emploi est la source de référence en matière de suivi du chômage

L'Insee produisait chaque mois, jusqu'en août 2007, une série mensuelle de chômage BIT synthétisant les informations de l'ANPE et de l'enquête Emploi. Le nombre de chômeurs était mesuré en moyenne annuelle par l'enquête Emploi de l'Insee, et l'évolution mensuelle était calculée à partir de l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie 1, 2 et 3 hors activité réduite issu de l'ANPE. L'idée était de tirer parti des avantages de chacune de ces deux sources : disponibilité mensuelle rapide et précision des données de l'ANPE, pertinence conceptuelle et prise en compte de tous les types de chômage (inscrit et non inscrit) de l'enquête Emploi. Une telle méthodologie synthétique ne se justifie cependant que si les deux sources sous-jacentes sont sur des concepts et des variations qui restent, à toutes dates, proches. Or, à partir de la mi-2005 la série calculée sur la base de l'enquête Emploi et celle fournie par les données de l'ANPE se sont mises à diverger, rendant impossible la poursuite de cette méthodologie d'estimation mensuelle du chômage BIT. **Depuis, l'enquête Emploi est la seule source de référence en matière de chômage au sens du BIT**, comme c'est de plus en plus le cas chez nos partenaires européens.

## 6. Chômeurs BIT et « halo » autour du chômage<sup>1</sup>



1. Nombre d'inactifs souhaitant travailler, et non comptabilisés comme chômeurs BIT (voir aussi la fiche thématique n° 10 de cet ouvrage).

Note : données corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes âgées de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

Le nombre de personnes sans emploi mais souhaitant travailler (parfois désigné comme le chômage et son « halo ») diminue depuis le deuxième trimestre de 2006. Cette baisse est tirée par celle du chômage au sens du BIT (*figure 6*) : le nombre d'inactifs souhaitant travailler, à l'inverse du nombre de chômeurs au sens du BIT, a connu une hausse au troisième trimestre 2006, puis s'est stabilisé autour de 800 000 personnes jusqu'à la mi-2007. À la fin 2007, ce sont environ 750 000 personnes qui sont sans emploi et qui souhaitent travailler, mais qui ne remplissent pas l'ensemble des critères pour être considérées chômeurs au sens du BIT ; soit elles ne recherchent pas activement du travail, soit elles ne sont pas disponibles rapidement pour occuper un emploi. La part des personnes sans emploi souhaitant travailler s'établit, au dernier trimestre 2007, à 9,5 % des personnes actives ou inactives souhaitant travailler, soit 1,1 point de moins qu'à la fin de l'année 2006. ■